



## **SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON**

### **Conseil Syndical du 12 septembre 2019**

- **Délibération n° : 24-2019**
- **Objet : Recours au service de remplacement du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde.**

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 25 ;

Considérant que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde propose annuellement, un service de remplacement et de renfort permettant aux collectivités du département de bénéficier, à leur demande, de l'affectation de personnel (en vue de pallier l'absence momentanée de l'un de leurs agents, d'assurer des missions temporaires de renfort pour leurs services...) ;

Sur le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon, Après en avoir délibéré, à la majorité de ses membres présents ou représentés,

#### **Décision :**

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 12 septembre 2019 décide :

- de pouvoir recourir en cas de besoin au service de remplacement proposé par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde ;
- d'autoriser le Président à signer la convention d'adhésion au service proposé par le Centre de Gestion et à engager toute démarche nécessaire à l'intervention, en tant que de besoin, d'un agent de remplacement et renfort dans les services du Syndicat Mixte ;
- d'inscrire au budget les crédits correspondants.

Fait et délibéré au Domaine de Certes à AUDENGE, le 12 septembre 2019.

Le Président du Syndicat Mixte  
des Ports du Bassin d'Arcachon

  
Jean TOUZEAU

Le Président,

\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité,

\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.